

L'INTROUVABLE, POURTANT RÉELLE, AUTRE COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Laurence de Syrie

Le poste avancé d'observation qu'est Bruxelles permet de tirer, concernant la Syrie, deux enseignements. Il y a «deux communautés internationales», l'une argentée, médiatiquement, politiquement et «droits de l'homme» bien outillée qui veut trancher la tête de Bachar Al Assad et démanteler son régime. L'autre plus nombreuse, au-delà de Moscou et de Pékin, avec Brasilia, New Delhi, Pretoria, les Asiatiques, la plupart, beaucoup d'Africains, taiseux parce que pauvres, des Arabes, oui des Arabes, mais terrorisés par le curieux «printemps»...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Pourtant, le label «communauté internationale» n'est accordé qu'à ceux qui veulent l'expédition punitive en pays ommeyade. L'autre enseignement est qu'il existe deux enfers aussi. L'un, pavé de bonnes intentions, et le djahim, le nom arabe de l'enfer, une vraie marque de fabrique, n'est pavé que de mauvaises intentions. C'est le cas actuellement du chemin de Damas.

L'enjeu syrien est crucial pour la coalition auto-proclamée «communauté internationale». En fait un conglomerat d'intérêts puissant, très puissant, les vrais patrons d'une grande partie du monde. USA, évidemment, Royaume-Uni, France, Qatar et immense fortune au service des premiers nommés, l'Arabie saoudite, toutes les monarchies sunnites du Golfe, beaucoup de chaînes satellitaires parlant l'arabe et destinées aux Arabes et aux communautés non arabes vivant dans le monde dit arabe.

Tout ce beau monde veut tordre le cou à Bachar Al Assad, démanteler le régime, chasser, emprisonner, massacrer ou laisser massacrer les symboles de la dynastie alaouite actuellement au pouvoir à Damas. Le crime, les crimes reprochés à Al-Assad et à sa belle épouse ? Non-respect des droits de l'Homme, répression, enlèvement de citoyens, bombardements de civils, etc., etc., etc.

Tous les êtres sensés, y compris à l'intérieur des puissances prochainement occupantes de la

Syrie, si l'objectif de faire sans Assad est maintenu, savent, pourtant, que tout cela c'est du pipeau, de la propagande, du travail psychologique, de préparation pour justifier l'éventuelle expédition punitive, l'entrée en guerre. Oubliées, déjà, les armes de destruction massive et les accointances avec Al-Qaïda de Saddam Hussein ? Les deux gros mensonges ont été, pourtant, le prétexte à l'envahissement de la Mésopotamie saddamienne. L'Afghanistan ? Ah, l'Afghanistan ! Que n'a-t-on dit sur la situation des femmes à Kaboul et ses environs, les destructions des boudhas, géants, millénaires et sublimes, détruits par les talibans, sur la nature de l'intervention de l'Otan, là-bas, une guerre «libératoire» ou «libératrice», au choix des électeurs en Occident et des lecteurs, ailleurs, de la femme afghane, du peuple afghan, de la civilisation afghane. Résultat : les talibans sont plus forts qu'avant la guerre otanienne et ça discute avec eux pour qu'ils prennent, en toute... liberté le pouvoir.

Plusieurs coalisés en Afghanistan ont, déjà, anticipé leur départ, et les States, décideurs en dernier ressort, ont, eux-mêmes, annoncé leur fin de mission au pays de prédilection du Saoudien Ben Laden. Washington quittera les lieux, certes, en dernier, mais l'Amérique laisse l'Afghanistan aux Afghans, c'est-à-dire aux Talibans.



Photos : DF

Ce petit rappel avant le retour à Damas. Les droits de l'Homme sont, c'est certain, loin d'être respectés en pays ommeyade, pourtant, établir le constat que les situations de la femme, des minorités, des chrétiens toutes chapelles confondues, des musulmans tous madhabih (courants) réunis, des gens, tout simplement, sont bien meilleures en Syrie que chez ses voisins (Arabie saoudite, Yémen, Bahreïn, Qatar, Emirats), devrait être un exercice simple à réaliser.

Pourtant, cette opération n'est pas permise pour le moment. L'instant est à la dénonciation, seulement la dénonciation, que la dénonciation des atrocités commises par le régime Assad. Il n'est même pas permis de relever que certes, il y a une opposition civile, désarmée, respectable, pacifique, qui demande une transition démocratique pouvant aller y compris jusqu'au départ de Assad.

Mais qu'à côté, depuis peu, il y a une armée —l'ALS— l'Armée de libération de la Syrie, financée, équipée, entraînée aux modes militaire, para-militaire avec les modus

operandi classiques d'une armée (renseignement, infiltration, noyautage, ballons d'essai, de sonde, récupération, propagande, actions

spéciales, œuvres de charité. Comme l'armée du régime Assad, ni plus, ni moins. Tout cela étant posé, reste à indiquer que si la Russie et la Chine s'opposent, fermement, au Conseil de sécurité de l'ONU, à une intervention militaire en Syrie, d'autres grandes nations, parmi elles de grandes et véritables démocraties sont en phase avec Moscou et Pékin : Brésil, Afrique du Sud, Inde. Venezuela, Argentine et la plupart des Latins, beaucoup de pays africains mais dont les voix sont étouffées, plusieurs pays asiatiques et des moyens et petits Européens. «La communauté internationale» n'est pas nécessairement là où l'on croit, où elle est supposée être...

Le chemin de Damas est pire que celui de l'enfer même, il n'est pavé que de mauvaises intentions. Alors que le djahim, l'autre nom de l'enfer, peut être pavé de bonnes intentions.

A. M.

CRISE SYRIENNE

Moscou appelle les parties en conflit à mettre fin aux combats

La Russie a appelé hier lundi les parties en conflit en Syrie à «cesser les hostilités», afin de mettre un terme à 16 mois de crise sans précédent dans le pays. Peu avant la deuxième visite à Moscou de Kofi Annan, l'émissaire spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que les parties syriennes devaient toutes «retirer en même temps leurs armes lourdes et leurs forces armées des villes se trouvant sous surveillance de la mission de l'ONU». Moscou refuse de sanctionner le gouvernement syrien comme le prévoit un projet de résolution présenté par les Européens et les Américains et qui invoque le chapitre VII de la Charte de l'ONU. Ce chapitre permet d'imposer des sanctions économiques à un pays pour le contraindre à se plier à une décision du Conseil. Selon des diplomates, les Etats-Unis menacent, si des sanctions ne sont pas retenues comme moyen de pression, de ne pas prolonger le mandat de la Mission des observateurs de l'ONU en Syrie (Misnus), qui expire le 20 juillet. La Russie, qui insiste sur la nécessité d'un cessez-le-feu simultané et sur le partage des responsabilités dans la crise syrienne, a de son côté soumis un projet de résolution qui prolonge de trois mois le mandat des observateurs, sans évoquer la menace de sanctions. Moscou a déjà bloqué deux projets de résolutions au Conseil de sécurité de l'ONU depuis le début en mars 2011 de la révolte contre le pouvoir en place à Damas.

ÉGYPTE

Le procureur ordonne le retour de Hosni Moubarak en prison

Le procureur égyptien a ordonné le retour de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak en prison après l'amélioration de son état de santé, près d'un mois après son transfert dans un hôpital militaire du Caire à la suite d'une attaque cérébrale, a annoncé un communiqué officiel.

Le procureur Abdel Meguid Mahmoud a «ordonné le transfert de l'ex-président Hosni Moubarak de l'hôpital militaire de Maadi à la prison de Tora après l'amélioration de son état de santé», a indiqué ce communiqué.

Le 19 juin, des sources médicale et militaire avaient indiqué que le président déchu se trouvait dans le coma et avait dû être placé sous assistance respiratoire. Il avait alors

été transféré à l'hôpital des forces armées à Maadi, dans la banlieue de la capitale.

L'état de M. Moubarak avait fortement décliné après son incarcération le 2 juin à la suite de sa condamnation à la prison à vie. Des sources de sécurité avaient alors fait état de dépression aiguë, de difficultés respiratoires et d'hypertension.

M. Mahmoud avait décidé le 4 juillet de former un comité d'experts médicaux pour statuer sur l'évolution de l'état de santé du raïs et celui-ci a conclu qu'il était «stable et considéré comme bon compte tenu de son âge, ce qui implique son retour en prison», selon le procureur général-adjoint Adel al-Saïd.

Le 27 juin, un responsable de l'hôpital militaire de Maadi avait indiqué à l'AFP que le moral de l'ex-homme fort de l'Égypte était au plus bas

depuis la victoire du Frère musulman Mohamed Morsi à la présidentielle.

«L'ancien président a été profondément affecté par la victoire de Morsi à la présidentielle», a déclaré ce responsable, ajoutant sur la foi de rapports médicaux qu'il «était en dépression». «Il tombe dans le coma et en ressort», avait dit ce responsable.

M. Moubarak a été condamné le 2 juin à la prison à vie pour la mort de manifestants durant la révolte qui l'a renversé en 2011. La répression de cette révolte a fait officiellement environ 850 morts.

Agé de 84 ans, il était le premier des dirigeants emportés par le «Printemps arabe» à comparaître en personne devant un juge. Six anciens hauts responsables de la police ont été acquittés.

Ses deux fils, Alaa et Gamal, jugés en même temps

que lui pour corruption, n'ont vu aucune condamnation prononcée contre eux, les faits de corruption les

concernant ayant été considérés comme prescrits. Ils ont comparu de nouveau le 9 juillet pour une affaire de corruption.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Mérouabi, Brahimi, Sidi-Benali, Ghiat, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté époux, frère et oncle

Mérouabi Farid

(diplomate à la retraite).

L'enterrement aura lieu aujourd'hui mardi 17 juillet 2012 au cimetière de Sidi M'hamed (Belcourt).

La levée du corps se fera de la villa «Dar El Saâda» route de Dar EL Alia - Bouzaréah.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

TUNISIE

L'ex-président Ben Ali prêt à laisser à son pays ses «avoirs» en Suisse

L'ancien président tunisien Ben Ali serait prêt à renoncer, au profit de son pays, à tous ses avoirs qui pourraient se trouver en Suisse, a affirmé son avocat libanais M^e Akram Azoury. «Je vous prie de prendre note que mon client se désiste en faveur de l'Etat tunisien de tous prétendus avoirs ou ressources économiques qui se trouveraient sur le territoire suisse et revenant à l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali», écrit-il dans un projet de lettre dont il a transmis une copie à l'AFP. Dans cette lettre qu'il entend adresser au ministère suisse des Affaires étrangères, M^e Azoury ajoute : «Vous êtes par conséquent irrévocablement autorisés à transférer ces prétendus avoirs et ressources à l'Etat tunisien sans qu'il soit nécessaire de suivre aucune formalité judiciaire et extra-judiciaire et sans même en référer à mon client.»

Fin juin, une délégation d'experts tunisiens avait rencontré à Berne et à Lausanne des responsables suisses en charge du dossier de la restitution d'avoirs gelés, avait indiqué le gouvernement helvétique. Pour les autorités suisses, «l'objectif de cette collaboration renforcée est de parvenir aussi rapidement que possible à la restitution des avoirs d'origine illicite détenus par l'entourage de l'ancien régime du président Ben Ali». En octobre dernier, Berne avait indiqué avoir bloqué pour 60 millions de francs suisses (48,7 millions d'euros) d'avoirs tunisiens.